

Étude des crédits 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU **2^E** GROUPE D'OPPOSITION

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Volet Solidarité sociale et Action communautaire

ÉTUDE DE CRÉDITS 2024-2025 Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (2e groupe de l'opposition)
Table des matières

Numéro demande	Numéro demande interne 2024-2025	Numéro demande interne 2023-2024	Question non répondue	Renseignements particuliers (2RP-SSAC) 2024-2025	Consignes 2024-2025
S1	S2RP01	S2RP01		Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.	
S2	S2RP02	S2RP02		Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas l'année précédente.	
S3	S2RP03	S2RP05		Total des sommes dépensées pour analyser l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place. Ventiler par catégorie de dépense et fournir une description sommaire pour chaque projet effectué.	
S4	S2RP04	S2RP06		Nombre de prestataires d'aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC. a)Préciser le nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC. b)Préciser le nombre d'avis de décision émis. Ventiler par catégorie. c)Préciser le nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées.	
S5	S2RP05	S2RP07		Nombre d'avis de réclamation émis.	
S6	S2RP06	S2RP08		Montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation.	
S7	S2RP07	S2RP09		Coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours.	
S8	S2RP08	S2RP10		Nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d'une révision administrative, ventilé par catégorie.	
S9	S2RP09	S2RP11		Nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le tribunal administratif du Québec.	

ÉTUDE DE CRÉDITS 2024-2025 Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (2e groupe de l'opposition)
Table des matières

Numéro demande	Numéro demande interne 2024-2025	Numéro demande interne 2023-2024	Question non répondue	Renseignements particuliers (2RP-SSAC) 2024-2025	Consignes 2024-2025
S10	S2RP10	S2RP12		Nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Préciser le pourcentage de ces appels qui a fait l'objet d'une décision favorable.	
S11	S2RP11	S2RP13	oui	Fournir l'entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2021-2022, la reddition de comptes détaillée au MIDI, le détail des dépenses et les résultats.	Question transférée à l'Emploi.
S12	S2RP12	S2RP14		Nombre de prestataires d'aide de dernier recours (et pourcentage) ayant subi des coupures dans le cadre du programme Objectif emploi, ventilé par région et par morif.	
S13	S2RP13	S2RP15		Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires.	
S14	S2RP14	S2RP16		Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance qui ont débuté, se sont déroulés ou se sont terminés pour l'année en cours.	
S15	S2RP15	S2RP17		Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis pour des projets vs à la mission.	
S16	S2RP16	S2RP18		Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).	
S17	S2RP17	S2RP19		Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS ou ADS+) ?	

ÉTUDE DE CRÉDITS 2024-2025 Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (2e groupe de l'opposition)
 Table des matières

Numéro demande	Numéro demande interne 2024-2025	Numéro demande interne 2023-2024	Question non répondue	Renseignements particuliers (2RP-SSAC) 2024-2025	Consignes 2024-2025
S18	S2RP18	S2RP20		Liste des programmes ou initiatives du ministère qui prévoient une indexation au financement, dans les domaines de la solidarité sociale et de l'Action communautaire autonome. Préciser les grandes lignes des barèmes sur lesquels le ministère s'appuie pour prévoir ou non une indexation.	
S19	S2RP19	S2RP21		Liste des critères sur lesquels le ministère s'appuie pour octroyer du financement à la mission versus un financement par projet.	
S20	S2RP20	S2RP22		Total des sommes allouées afin de soutenir les organismes communautaires dans l'acquisition ou la construction de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de co-propriétaire, de même que dans la maintenance de bâtiments dont les organismes sont propriétaire ou co-propriétaire, ventilé par région. Ventiler par catégories de dépenses.	
S21	S2RP21	S2RP23		Total des sommes allouées pour la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Ventiler par type de dépenses, incluant si c'est un financement à la mission ou autre.	
S22	S2RP22	S2RP24	oui	Total des sommes dépensées pour le Programme de récupération en super-marchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Estimation de la valeur des produits effectivement redistribués aux usagers des services d'aide alimentaire.	Question transférée au MSSS.
S23	S2RP23	S2RP25	oui	Nombre de demandes d'aide alimentaire pour l'année en cours, ventilé par région et par MRC. Préciser le nombre de personnes en ayant bénéficié, ventilé par région et par MRC.	Question transférée au MSSS.
S24	S2RP24	S2RP26	oui	Estimation des nouveaux bénéficiaires d'aide alimentaire au Québec, ventilé par région et par MRC.	Question transférée au MSSS.
S25	S2RP25	S2RP27		Total des sommes allouées pour soutenir les organismes communautaires dans leurs moyens pour assurer de meilleures conditions de travail au personnel œuvrant dans le milieu communautaire, ventilé par grande catégorie d'organisme, par région et par MRC.	
S26	S2RP26	S2RP28		Considérant la distinction entre la couverture des besoins de base et la sortie de la pauvreté, fournir la liste des indices ou indicateurs suivis permettant de suivre ou mesurer la sortie de la pauvreté au Québec. Préciser la source scientifique ou autre de ces indices ou indicateurs.	
S27	S2RP27	S2RP29	oui	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Même question que E2RP01 et relève de l'Emploi.

ÉTUDE DE CRÉDITS 2024-2025 Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (2e groupe de l'opposition)
Table des matières

Numéro demande	Numéro demande interne 2024-2025	Numéro demande interne 2023-2024	Question non répondue	Renseignements particuliers (2RP-SSAC) 2024-2025	Consignes 2024-2025
S28	S2RP28	-		Total des sommes allouées et nombre de demandes faites pour la prestation spéciale pour la grossesse, pour la prestation spéciale pour l’allaitement et pour le soutien à l'achat de préparations pour nourrissons, ventilé par mesure, par programme (aide sociale ou solidarité sociale) et pour 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025	

ÉTUDE DE CRÉDITS 2024-2025 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (2e groupe de l'opposition)
Table des matières

Liste des questions non répondues

Numéro demande	Numéro demande interne 2024-2025	Numéro demande interne 2023-2024	Question non répondue	Renseignements particuliers (2RP-SSAC) 2024-2025	Consignes 2024-2025
S11	S2RP11	S2RP13	oui	Fournir l'entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2021-2022, la reddition de comptes détaillée au MIDI, le détail des dépenses et les résultats.	Question transférée à l'Emploi.
S22	S2RP22	S2RP24	oui	Total des sommes dépensées pour le Programme de récupération en super-marchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Estimation de la valeur des produits effectivement redistribués aux usagers des services d'aide alimentaire.	Question transférée au MSSS.
S23	S2RP23	S2RP25	oui	Nombre de demandes d'aide alimentaire pour l'année en cours, ventilé par région et par MRC. Préciser le nombre de personnes en ayant bénéficié, ventilé par région et par MRC.	Question transférée au MSSS.
S24	S2RP24	S2RP26	oui	Estimation des nouveaux bénéficiaires d'aide alimentaire au Québec, ventilé par région et par MRC.	Question transférée au MSSS.
S27	S2RP27	S2RP29	oui	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Même question que E2RP01 et relève de l'Emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP-01

Titre :

Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l’année précédente.

Exposé et statistiques :

Sur la base du niveau de services réalisés en 2022-2023, des dépenses supplémentaires en transfert de 304,4 M\$, associés aux programmes d’assistance sociale, ainsi que de 33,7 M\$, associés au Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens, ont été nécessaires au Ministère, en 2023-2024, pour couvrir le même niveau de services.

Aucune dépense budgétaire supplémentaire n’est prévue en rémunération et en fonctionnement pour 2023-2024.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

S2RP-02

<div><div>Titre :</div><div>Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2023-2024 qui n'existaient pas l'année précédente.</div></div>
<div><div>Exposé et statistiques :</div><div><div>Exercice financier 2023-2024</div><div><div>De nouvelles mesures relatives au volet solidarité sociale et action communautaire du portefeuille Emploi et Solidarité sociale ont été annoncées dans le Plan budgétaire du 21 mars 2023 afin de :</div><div><div><div>- Prolonger le financement en soutien à la mission globale de certains organismes communautaires : 40,8 M\$ sur 3 ans à compter de 2023-2024;</div><div>- Prolonger certaines mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale : 15,1 M\$ en 2023-2024 au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;</div><div>- Soutenir l'action bénévole : 12,0 M\$ en 2023-2024;</div><div>- Améliorer la sécurité alimentaire : 10,0 M\$ sur 5 ans à compter de 2023-2024;</div><div>- Assurer un financement stable en soutien à la mission globale des carrefours jeunesse-emploi : 4,5 M\$ en 2023-2024;</div><div>- Encourager l'intégration en emploi et la participation à des mesures d'employabilité : 1,0 M\$ en 2023-2024.</div></div><div><div>Également, la mesure suivante a été ajoutée en 2023-2024 à la suite de l'annonce du Plan budgétaire :</div><div><div>- Simplifier l'accès aux services publics gouvernementaux au Nunavik (Entente Sivunirmut): 0,3 M\$ sur 5 ans à compter de 2023-2024.</div></div><div><div>De plus, dans le cadre du Point sur la situation économique et financière du Québec d'automne 2023, le gouvernement a annoncé un budget de 12,0 M\$ pour favoriser la sécurité alimentaire des personnes et des familles.</div><div><div>Le 7 décembre 2023, une aide supplémentaire de 8,0 M\$ a été annoncée pour les Banques alimentaires du Québec.</div></div></div></div></div></div></div></div>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

DGRFC-DEBF-SEB

S. o.

S. o.

14 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP-03

Titre :
Total des sommes dépensées pour analyser l’opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d’une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l’aide de dernier recours actuellement en place. Ventiler par catégorie de dépense et fournir une description sommaire pour chaque projet effectué.

Exposé et statistiques :

Aucune ressource n’a été accordée en 2023-2024 à l’analyse de l’opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d’une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l’aide de dernier recours actuellement en place.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION : SSSAP-DPAS
VALIDATION : S. o.
DATE : 18 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP-04

Titre :

- Nombre de prestataires d’aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC.
- a) Préciser le nombre d’agents chargés du suivi des dossiers d’aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC.
 - b) Préciser le nombre d’avis de décision émis. Ventiler par catégorie.
 - c) Préciser le nombre d’agents chargés de la révision des décisions contestées.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires d’aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC

La réponse est présentée en annexe.

- a) **Préciser le nombre d’agents chargés du suivi des dossiers d’aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC.**

Au 21 février 2024, on dénombre 1 214 agents d’aide socio-économique chargés du suivi des dossiers d’aide financière de dernier recours.

Nombre d’agents d’aide socio-économique réguliers et occasionnels des Directions générales de Services Québec et de la Direction générale principale des services téléphoniques, par région administrative.

Région administrative	2023-2024 (au 21 février 2024)
01. Bas-Saint-Laurent	23
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	51
03. Capitale-Nationale	96
04. Mauricie	100
05. Estrie	58
06. Île-de-Montréal	363
07. Outaouais	72
08. Abitibi-Témiscamingue	15
09. Côte-Nord	8
10. Nord-du-Québec	21
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	62
12. Chaudière-Appalaches	50
13. Laval	41
14. Lanaudière	72
15. Laurentides	62
16. Montérégie	92
17. Centre-du-Québec	28
Total	1 214

b. Nombre d’avis de décision émis. Ventiler par catégorie

Au 31 décembre 2023, 8 479 décisions en révision avaient été émises depuis le 1^{er} avril 2023.

DÉCISIONS EN RÉVISION EN 2023-2024	
Catégorie	Nombre total
Aide financière de dernier recours	6 937
Révision médicale	1 542
TOTAL	8 479

c. Nombre d’agents chargés de la révision des décisions contestées

Au 31 décembre 2023, 30,8 ETC avaient été utilisés pour la révision des décisions contestées depuis le 1^{er} avril 2023.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

Direction générale des ressources humaines

VALIDATION : S. o.

DATE : 7 mars 2024

Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le programme et la région¹
- avril 2023 à décembre 2023 –

Total Assistance sociale																			Ensemble du Québec
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	
avril 2023	6 008	8 062	17 479	11 498	16 490	98 826	13 071	3 865	2 028	1 053	3 438	8 711	11 055	12 982	15 430	35 207	8 545	186	273 934
mai 2023	6 005	8 075	17 449	11 414	16 488	98 788	13 042	3 853	2 016	1 045	3 440	8 725	11 079	12 969	15 379	35 238	8 542	192	273 739
juin 2023	5 954	8 044	17 431	11 380	16 411	98 981	12 994	3 820	1 992	1 056	3 407	8 664	11 116	12 876	15 308	35 156	8 514	201	273 305
juillet 2023	5 911	8 009	17 438	11 358	16 446	99 205	12 962	3 828	1 977	1 048	3 361	8 667	11 173	12 885	15 280	35 179	8 562	208	273 497
août 2023	5 920	7 958	17 530	11 384	16 386	97 379	12 986	3 808	1 980	1 011	3 340	8 670	11 176	12 925	15 270	35 323	8 556	201	271 803
septembre 2023	5 899	7 952	17 544	11 343	16 400	98 457	12 948	3 816	1 969	997	3 350	8 721	11 305	12 930	15 233	35 383	8 566	202	273 015
octobre 2023	5 832	7 916	17 470	11 304	16 312	99 619	12 939	3 774	1 955	978	3 345	8 682	11 365	12 867	15 065	35 430	8 503	206	273 562
novembre 2023	5 846	7 922	17 341	11 290	16 292	100 176	12 859	3 781	1 926	967	3 332	8 652	11 342	12 875	15 015	35 210	8 444	209	273 479
décembre 2023	5 836	7 930	17 454	11 256	16 349	101 180	12 950	3 770	1 937	886	3 331	8 677	11 468	12 922	15 109	35 326	8 498	205	275 084

Programme objectif emploi																			Ensemble du Québec
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	
avril 2023	87	126	516	215	361	1 592	438	61	40	22	57	173	246	266	282	619	225	1	5 327
mai 2023	86	136	526	220	373	1 601	432	68	40	14	47	176	255	267	264	605	230	2	5 342
juin 2023	75	137	484	225	372	1 578	414	70	36	16	46	167	255	268	263	603	240	3	5 252
juillet 2023	75	129	490	247	381	1 569	403	74	33	19	49	160	271	265	268	624	248	5	5 310
août 2023	101	127	557	252	393	1 573	413	69	36	19	49	173	288	272	282	646	263	3	5 516
septembre 2023	96	144	552	239	396	1 609	426	70	39	18	53	185	316	271	314	657	271	4	5 660
octobre 2023	77	148	481	241	371	1 622	428	71	36	16	57	182	296	272	283	664	257	4	5 506
novembre 2023	86	156	482	234	359	1 669	433	71	35	21	62	184	288	271	280	661	258	4	5 554
décembre 2023	88	157	455	238	392	1 743	454	74	34	19	66	177	278	304	298	676	258	4	5 715

Programme d'aide sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2023	2 380	3 644	8 157	6 011	8 199	69 077	7 342	1 749	911	676	1 394	3 660	6 513	6 506	7 653	18 556	4 418	57	156 903
mai 2023	2 377	3 660	8 128	5 932	8 184	69 067	7 360	1 732	908	678	1 402	3 660	6 525	6 492	7 635	18 619	4 436	58	156 853
juin 2023	2 353	3 639	8 161	5 908	8 148	69 387	7 347	1 716	885	682	1 376	3 631	6 556	6 410	7 583	18 577	4 415	65	156 839
juillet 2023	2 331	3 638	8 217	5 899	8 191	69 740	7 363	1 732	877	676	1 338	3 670	6 598	6 450	7 602	18 623	4 450	71	157 466
août 2023	2 326	3 623	8 284	5 940	8 167	67 997	7 398	1 720	876	636	1 321	3 662	6 589	6 502	7 601	18 763	4 443	67	155 915
septembre 2023	2 328	3 611	8 324	5 920	8 171	69 092	7 354	1 733	861	629	1 326	3 711	6 707	6 519	7 553	18 824	4 450	62	157 175
octobre 2023	2 287	3 577	8 354	5 899	8 104	70 315	7 354	1 699	859	616	1 318	3 689	6 789	6 442	7 433	18 881	4 398	66	158 080
novembre 2023	2 314	3 578	8 268	5 884	8 097	70 906	7 280	1 708	848	604	1 303	3 653	6 805	6 466	7 387	18 720	4 349	68	158 238
décembre 2023	2 310	3 595	8 414	5 868	8 144	71 889	7 351	1 712	861	550	1 307	3 706	6 948	6 480	7 478	18 862	4 401	64	159 940

Programme de solidarité sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2023	805	909	1 923	1 147	1 787	7 306	1 302	526	214	117	508	1 072	1 244	1 583	1 912	4 045	911	28	27 339
mai 2023	808	887	1 922	1 128	1 770	7 246	1 266	520	209	114	505	1 068	1 231	1 582	1 891	4 005	896	27	27 075
juin 2023	801	886	1 915	1 116	1 740	7 157	1 247	505	213	119	500	1 054	1 219	1 554	1 883	3 979	881	27	26 796
juillet 2023	787	870	1 884	1 084	1 738	7 038	1 220	493	211	114	502	1 048	1 201	1 525	1 848	3 925	883	24	26 395
août 2023	777	855	1 879	1 071	1 700	6 988	1 200	494	214	115	491	1 039	1 187	1 513	1 817	3 899	881	24	26 144
septembre 2023	765	854	1 852	1 078	1 684	6 964	1 194	493	212	109	491	1 039	1 164	1 508	1 796	3 911	881	24	26 019
octobre 2023	764	854	1 830	1 082	1 690	6 916	1 181	481	204	104	487	1 027	1 152	1 516	1 764	3 892	898	25	25 867
novembre 2023	758	845	1 809	1 064	1 691	6 832	1 177	487	194	101	484	1 032	1 118	1 497	1 760	3 841	886	26	25 602
décembre 2023	764	840	1 791	1 071	1 674	6 818	1 172	482	196	92	476	1 024	1 113	1 483	1 747	3 817	884	26	25 470

Programme de revenu de base²

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2023	2 736	3 383	6 883	4 125	6 143	20 851	3 989	1 529	863	238	1 479	3 806	3 052	4 627	5 583	11 987	2 991	100	84 365
mai 2023	2 734	3 392	6 873	4 134	6 161	20 874	3 984	1 533	859	239	1 486	3 821	3 068	4 628	5 589	12 009	2 980	105	84 469
juin 2023	2 725	3 382	6 871	4 131	6 151	20 859	3 986	1 529	858	239	1 485	3 812	3 086	4 644	5 579	11 997	2 978	106	84 418
juillet 2023	2 718	3 372	6 847	4 128	6 136	20 858	3 976	1 529	856	239	1 472	3 789	3 103	4 645	5 562	12 007	2 981	108	84 326
août 2023	2 716	3 353	6 810	4 121	6 126	20 821	3 975	1 525	854	241	1 479	3 796	3 112	4 638	5 570	12 015	2 969	107	84 228
septembre 2023	2 710	3 343	6 816	4 106	6 149	20 792	3 974	1 520	857	241	1 480	3 786	3 118	4 632	5 570	11 991	2 964	112	84 161
octobre 2023	2 704	3 337	6 805	4 082	6 147	20 766	3 976	1 523	856	242	1 483	3 784	3 128	4 637	5 585	11 993	2 950	111	84 109
novembre 2023	2 688	3 343	6 782	4 108	6 145	20 769	3 969	1 515	849	241	1 483	3 783	3 131	4 641	5 588	11 988	2 951	111	84 085
décembre 2023	2 674	3 338	6 794	4 079	6 139	20 730	3 973	1 502	846	225	1 482	3 770	3 129	4 655	5 586	11 971	2 955	111	83 959

¹. Région selon les BSQ de proximité.

². Le programme de revenu de base, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023, offre une prestation bonifiée pour les adultes prestataires ayant une contrainte sévère en emploi et ayant cumulé au moins 66 mois de présence au programme de solidarité sociale au cours des 72 derniers mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP05

Titre :

Nombre d’avis de réclamation émis.

Exposé et statistiques :

Le nombre d’avis de réclamation émis au regard de l’ensemble des créances du ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale pour l’année 2023-2024 (au 31 janvier 2024) est de 92 341 réclamations.

SOURCE :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

COLLABORATION :

Secteur des services à la gestion
Direction générale principale des services à la clientèle de Montréal, de Laval et des Laurentides

VALIDATION :

S. o.

DATE :

29 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2SRP06

Titre :
Montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation.

Exposé et statistiques :

Le montant récupéré à la suite d'un avis de réclamation au regard de l'ensemble des créances du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'année 2023-2024 (au 31 janvier 2024) est de 121,8 millions de dollars.

SOURCE :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services
Secteur des services à la gestion

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP07

Titre :

Coût administratif moyen du traitement d’un dossier d’aide de dernier recours.

Exposé et statistiques :

Coût par demande des services de Solidarité sociale

Service	Coût par	2022-2023 (31 mars)
Gestion des dossiers actifs	Dossier actif	425 \$
Attribution initiale	Demande d’aide financière	313 \$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

DGRFC-DEBF-SCRFI

S. o.

S. o.

26 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP08

Titre :
Nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d’une révision administrative, ventilé par catégorie.

Exposé et statistiques :

- En 2023-2024, 15,9 % des motifs contestés en révision ont été accueillis par la révision.

	MOTIFS ¹ CONTESTÉS EN RÉVISION EN 2023-2024 ²		
Catégorie	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis en révision
Aide financière de dernier recours	8 103	802	9,9 %
Révision médicale	1 497	729	48,7 %
TOTAL	9 600	1 531	15,9 %

¹ Il peut y avoir plus d’un motif par décision de révision finalisée.

² Au 31 décembre 2023.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.

⁴ La condition médicale du client peut évoluer entre le moment du dépôt de sa demande de révision et le moment auquel le comité de révision évalue sa situation. Ainsi, durant cet intervalle, l’état de santé d’un client peut se dégrader et faire en sorte que l’étude de son dossier démontre maintenant une admissibilité sans équivoque à des contraintes sévères ou temporaires à l’emploi, alors que ce n’était pas le cas les mois précédents, où son état de santé était meilleur ou stable.

SOURCE :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services
Secteur des services à la gestion

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP09

Titre :
Nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec.

Exposé et statistiques :

En 2023-2024, 12,2 % des motifs contestés au Tribunal administratif du Québec (TAQ) ont été accueillis par celui-ci.

MOTIFS ¹ CONTESTÉS AU TAQ EN 2023-2024 ²		
Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis par le TAQ
1 221	149	12,2 % ³

¹ Il peut y avoir plus d’un motif par décision contestée au TAQ.

² Au 31 décembre 2023.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services
Secteur des services à la gestion

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP10

Titre :
Nombre d’appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles. Préciser le pourcentage de ces appels qui a fait l’objet d’une décision favorable.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2023-2024 (du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024)

Le nombre total de demandes reçues a été de 175. De ce nombre, il y a :

- 131 demandes acceptées;
- 43 demandes refusées;
- 1 désistement.

L’aide totale accordée fut de 442 228,20 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 83 817,10 \$;
- Aide gratuite : 358 411,10 \$.

Le montant moyen d’aide versée s’établit à 3 376 \$.

Faits saillants pour 2023-2024

Motifs invoqués pour l’obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	14	51 205	11,58	3 657
Composition familiale	0	0	0,00	0
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	7	35 657	8,06	5 094
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	7	7 599	1,72	1 086
Perte d’argent	1	714	0,16	714
Prestation spéciale	7	7 358	1,67	1 051
Prestation spéciale désintoxication	3	3 267	0,74	1 089
Prévenu tenu de loger	2	853	0,19	426
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	90	335 575	75,88	3 729
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	0	0	0,00	0
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	131	442 228	100 %	3 376

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre sont inadmissibles selon les règles régulières d’attribution d’une aide financière de dernier recours.

1) Les sommes versées comprennent également l’aide financière accordée en prolongation pour 59 demandes (mois suivant l’acceptation à la suite de l’évaluation ou de la réévaluation d’une demande).

SOURCE : Direction des normes, des partenariats et des projets de l’assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale
VALIDATION : S. o.
DATE : 1^{er} mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP12

Titre :
Nombre de prestataires d’aide de dernier recours et pourcentage ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi ventilé par région et par motif.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi en 2023-2024 est de 0.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
VALIDATION : S. o.
DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

2SRP13

Titre :
Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires.

Exposé et statistiques :

- Il n’y a eu aucune étude sur le financement des organismes communautaires produite ou financée par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale en 2023-2024.
- L’État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2021-2022 a été mis en ligne en juillet 2023 :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications#c11906>

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION : S. o.
DATE : 16 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

S2RP14

Titre :
Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance qui ont débuté, se sont déroulés ou se sont terminés pour l'année en cours.

Exposé et statistiques :

- Dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est responsable de deux mesures visant à réaliser des études concernant cette problématique :
 - Mesure 7.2 - Documenter les freins à l'accès à l'aide financière de dernier recours au Programme objectif emploi et à certaines mesures fiscales chez les personnes en situation d'itinérance.
 - Mesure 8.1 - Documenter les initiatives en matière d'éducation, de pré-employabilité et d'emploi en vue de constituer un projet de démonstration.
- Dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, le MESS et ses partenaires soutiennent une recherche sur cette problématique :
 - Action 20.1 - Soutenir la recherche en matière de pauvreté et d'exclusion sociale : Programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale (La pluralité des trajectoires de vie chez les hommes en situation d'itinérance : mieux comprendre pour mieux arrimer les activités de prévention et d'intervention à leurs besoins.).

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATIONS : Direction des politiques d'assistance sociale,
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de la recherche

VALIDATION : S. o.

DATE : 16 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

S2RP15

Titre :

Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis pour des projets vs à la mission.

Exposé et statistiques :

L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année; celui de l'année 2022-2023 est en cours d'élaboration. Les données 2022-2023 et les suivantes ne sont donc pas actuellement disponibles.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

21 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP16

Titre :
Détailler les sommes annoncées par le Plan d’action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).

Exposé et statistiques :

- Le 14 mai 2022, le gouvernement du Québec lançait le Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), accompagné d’un investissement de 1,1 G\$ sur 5 ans. Ces sommes incluent 30 M\$ d’autofinancement.
- Le PAGAC vise la mise en œuvre 29 mesures regroupées sous quatre axes d’intervention :
 - Capacité d’agir des organismes communautaires (OC);
 - Mobilisation des partenaires;
 - Cohérence des actions des partenaires de l’action communautaire;
 - Connaissance et valorisation de l’action communautaire.
- Des 29 mesures prévues, 8 mesures n’offrent pas de soutien direct aux OC, mais contribuent à la simplification des processus administratifs et à la cohérence de l’intervention gouvernementale. Ces 8 mesures représentent moins de 1 % des investissements prévus au PAGAC, soit moins de 8 M\$ sur les 5 ans.
- Tel que présenté au budget 2022-2023, plus de 80 % des investissements prévus au PAGAC, soit 888,1 M\$, visent à bonifier et élargir le soutien à la mission globale (SMG) des OC.
- La bonification et l’élargissement du SMG se déploient par la mise en œuvre de 4 mesures de l’axe 1 (1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.5) et visent près de 4 500 OC par l’intermédiaire de 23 programmes, de 12 ministères et organismes gouvernementaux (MO).

MO participant à l’axe 1	Récurrance (M\$)	Total (M\$) 2022-2027
Culture et Communications	3,2	11,4
Économie et Innovation	0,6	2,5
Éducation	21,1	85,8
Éducation – Loisir et Sport	16,8	68,4
Emploi et Solidarité sociale	36,3	124,8
Famille	39,4	117,4
Immigration, Francisation et Intégration	3,1	8,7
Santé et Services sociaux	91,2	395,4
Secrétariat à la condition féminine	4,1	16,0
Secrétariat aux relations avec les Québécois d’expression anglaise	3,3	9,8
Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	0,8	3,4
Société d’habitation du Québec	14,0	44,5
Total	233,9	888,1

- Par ailleurs, un autofinancement de 5 M\$ du Secrétariat à la condition féminine et les investissements prévus pour la mise en œuvre de la mesure 3.1.1 (27,6 M\$) contribuent également au SMG des organismes.

- | Mode de soutien | Nombre de mesures | Investissement total sur 5 ans |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Soutien à la mission globale | 4 | 888,1 M\$ |
| Contribution SMG du Secrétariat à la condition féminine (1.1.3) et de la mesure 3.1.1 | 2 | 32,6 M\$ |
| Entente de soutien pour la réalisation d'activités spécifiques | 8 | 91,4 M\$ |
| Projet ponctuel (appels de projets) | 10 | 89,7 M\$ |

- SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
- COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
- VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
- DATE : 3 avril 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP17

Titre :
Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l’objet d’une analyse différenciée des sexes (ADS ou ADS+) ?

Exposé et statistiques :

Le processus de consultation publique (sondage, mémoires et questionnaires thématiques et groupes de discussion) en vue de l’élaboration du prochain Plan de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale (PLP4) a tenu compte de l’analyse différenciée des sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+).

SOURCE :

Secteur de la solidarité sociale et de l’assurance parentale – Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATIONS :

Secteur de l’emploi - Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance -
Direction de la recherche

VALIDATION :

S. o.

DATE :

28 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP18

Titre :
Liste des programmes ou initiatives du ministère qui prévoient une indexation au financement, dans les domaines de la solidarité sociale et de l’Action communautaire autonome. Préciser les grandes lignes des barèmes sur lesquels le Ministère s’appuie pour prévoir ou non une indexation.

Exposé et statistiques :

- Le Ministère dispose de quatre programmes qui prévoient une indexation au financement, soit :
 - le Programme d’aide sociale;
 - le Programme de solidarité sociale;
 - le Programme de revenu de base;
 - le Programme objectif emploi.
- En fonction du Règlement sur l’aide aux personnes et aux familles, les prestations de ces programmes sont augmentées, le 1^{er} janvier de chaque année, selon le facteur d’indexation établi aux premiers, deuxièmes et troisièmes alinéas de l’article 750.2 de la Loi sur les impôts ([chapitre I-3](#)).

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire
VALIDATION : S. o.
DATE : 19 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

S2RP19

Titre :

Liste des critères sur lesquels le ministère s'appuie pour octroyer du financement à la mission versus un financement par projet.

Exposé et statistiques :

Pour le détail des critères, les cadres normatifs des programmes administrés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/aide-financiere#c241987>

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

10 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP20

Titre :

Total des sommes allouées afin de soutenir les organismes communautaires dans l’acquisition ou la construction de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de copropriétaire, de même que dans la maintenance de bâtiments dont les organismes sont propriétaire ou copropriétaire, ventilé par région. Ventiler par catégories de dépenses.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale n’a pas de programme visant l’acquisition, la construction ou la maintenance de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de copropriétaire.

SOURCE :

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

27 février 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

S2RP21

Titre :

Total des sommes allouées pour la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Ventiler par type de dépenses, incluant si c'est un financement à la mission ou autre.

Exposé et statistiques :

Le port d'attache des organismes communautaires en sécurité alimentaire est le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le soutien de projets en matière de sécurité alimentaire en 2023-2024 :

- En juin 2023, un montant de 25 000 \$ a été accordé à Moisson Montréal pour un projet agricole.
- En juillet 2023, un montant de 6,0 M\$ a été accordé à BAQ pour l'achat de denrées et la documentation de solutions prometteuses.
- En novembre 2023, un montant de 10,0 M\$ a été accordé à BAQ pour contrer les effets de l'insécurité alimentaire. Ce soutien s'inscrivait dans le cadre de la mesure « Favoriser la sécurité alimentaire des personnes et des familles » de la mise à jour économique de l'automne 2023. Une bonification de ce soutien, à hauteur de 8,0 M\$, a été annoncée en décembre 2023.
- En janvier 2024, un montant de 2,0 M\$ a été accordé à la Fondation Olo pour contrer les effets de l'insécurité alimentaire. Ce soutien s'inscrivait dans le cadre de la mesure « Favoriser la sécurité alimentaire des personnes et des familles » de la mise à jour économique de l'automne 2023.

Soutenues par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les Alliances pour la solidarité sont par ailleurs susceptibles d'appuyer à travers tout le Québec des projets en sécurité alimentaire. Les données pour 2023-2024 ne sont toutefois pas encore disponibles.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION :

S. o.

DATE :

28 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP25

Titre :
Total des sommes allouées pour soutenir les organismes communautaires dans leurs moyens pour assurer de meilleures conditions de travail au personnel œuvrant dans le milieu communautaire, ventilé par grande catégorie d’organisme, par région et par MRC.

Exposé et statistiques :

Le 14 mai 2022, un nouveau Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027 (PAGAC) a été lancé. Il prévoit 29 mesures, parmi lesquelles les mesures suivantes:

- « soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines » et
- « favoriser l’accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires ».

Les données disponibles sur l’aide accordée aux organismes communautaires sont traitées par région. L’aide accordée par grandes catégories d’organismes n’est pas disponible, mais le nombre d’organismes communautaires est recensé.

Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines
(Mesure 1.2.2.) – Données pour 2023-2024 (au 26 janvier 2024)

Région	Nombre d’organismes	Déboursés
01 - Bas-Saint-Laurent	15	59 112 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	34	114 996 \$
03 - Capitale-Nationale	18	285 842 \$
04 - Mauricie	15	40 846 \$
05 - Estrie	26	80 300 \$
06 - Montréal	34	344 773 \$
07 - Outaouais	16	195 089 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	2	90 552 \$
09 - Côte-Nord	4	26 917 \$
10 - Nord-du-Québec	1	217 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	65 105 \$
12 - Chaudière-Appalaches	20	131 756 \$
13 - Laval	11	55 040 \$
14 - Lanaudière	15	62 655 \$
15 - Laurentides	19	203 324 \$
16 - Montérégie	46	228 257 \$
17 - Centre-du-Québec	13	71 242 \$
99 - Directions centrales	3	98 134 \$
Ensemble du Québec	307 ¹	2 154 166 \$ ²

Favoriser l’accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires
(Mesure 1.2.3) - Données pour 2023-2024 (au 26 janvier 2024)

Région	Nombre d’organismes	Déboursés
01 - Bas-Saint-Laurent	11	19 162 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	12 503 \$

¹ Le total représente le nombre d’organismes distincts. Ainsi, la somme du nombre d’organismes de toutes les catégories peut être supérieure au nombre du total distinct.

² Le total des déboursés peut différer en raison des arrondis.

03 - Capitale-Nationale	8	56 360 \$
04 - Mauricie	3	10 425 \$
05 - Estrie	6	12 032 \$
06 - Montréal	17	82 241 \$
07 - Outaouais	11	52 749 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	6	39 930 \$
09 - Côte-Nord	6	13 575 \$
10 - Nord-du-Québec	3	3 293 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	28 074 \$
12 - Chaudière-Appalaches	14	37 923 \$
13 - Laval	3	9 999 \$
14 - Lanaudière	12	23 275 \$
15 - Laurentides	6	19 016 \$
16 - Montérégie	23	79 705 \$
17 - Centre-du-Québec	13	20 580 \$
Ensemble du Québec	155 ¹	520 851 \$ ²

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises

COLLABORATION : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire. Direction de la planification et de la reddition de compte.

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 5 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP26

Titre :

Considérant la distinction entre la couverture des besoins de base et la sortie de la pauvreté, fournir la liste des indices ou indicateurs suivis permettant de suivre ou mesurer la sortie de la pauvreté au Québec. Préciser la source scientifique ou autre de ces indices ou indicateurs.

Exposé et statistiques :

À ce jour, il n’existe pas d’indicateur officiel de sortie de la pauvreté. Voici la liste des indicateurs qui sont utilisés pour suivre l’évolution des situations de faible revenu :

- Le taux et les seuils de faible revenu selon la mesure du panier de consommation (MPC) (base 2018): Statistique Canada.
- Le taux de faible revenu des familles selon la mesure de faible revenu (MFR) à 50 % ou 60 % de la médiane de revenus provincial après impôt à des fins de comparaisons interrégionales et internationales : Statistique Canada.
- L’évolution des seuils implicites du revenu disponible : ministère de l’Emploi et de la solidarité sociale.
- Le coefficient de Gini pour mesurer les inégalités de revenu : Statistique Canada.
- L’évolution des inégalités du patrimoine : Statistique Canada.
- Le revenu familial excédentaire selon le quintile : Statistique Canada.
- L’indice de défavorisation matérielle et sociale (dimensions revenu, emploi, scolarité, réseau personnel et social) : Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)

SOURCE : DGGAP-DR
COLLABORATION : DLPAC
VALIDATION : S. o.
DATE : 18 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

S2RP28

Titre :

Total des sommes allouées et nombre de demandes faites pour la prestation spéciale pour la grossesse, pour la prestation spéciale pour l’allaitement et pour le soutien à l’achat de préparations pour nourrissons, ventilé par mesure, par programme (aide sociale ou solidarité sociale) et pour 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

Exposé et statistiques :

Tableau des sommes allouées pour les prestations spéciales pour grossesse et allaitement par mesures et programmes pour les années 2023-2024.

		2023-2024 (avril à décembre)
Programme	Prestations spéciales régulières	Montant
Aide sociale	Supplément de grossesse	344 135,00 \$
	Supplément d'allaitement	343 365,00 \$
Solidarité sociale	Supplément de grossesse	10 670,00 \$
	Supplément d'allaitement	5 720,00 \$
Aide financière de dernier recours	Supplément de grossesse	354 805,00 \$
	Supplément d'allaitement	349 085,00 \$

Les données sur le nombre de prestations spéciales demandées ne sont pas disponibles.

Le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale accorde aussi aux prestataires des programmes d’assistance sociale une prestation spéciale afin de leur permettre de se procurer des préparations lactées pour nourrissons en deçà du prix coutant.

Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, ces dépenses totalisaient 200 000 \$.

Toutefois, le Ministère ne dispose pas de données lui permettant de connaître le nombre de demandes formulées pour cette prestation spéciale et le montant par programmes.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Direction des politiques d’assistance sociale
S. o.
Direction de l’analyse et de l’information de gestion,
Service de l’expertise budgétaire
15 mars 2024